



**PRÉFET
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale
de l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne
14 rue de l'Aluminium
77547 Savigny-le-Temple

Savigny-le-Temple, le 29/07/25

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/07/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MENDES

1 allée de la quincaillerie
ZI de Montereau
26700 Pierrelatte

Références : E/25-1840
Code AIOT : 0006501889

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/07/2025 dans l'établissement MENDES implanté Rue de la Grande Haie ZI 77130 Montereau-Fault-Yonne. L'inspection a été annoncée le 06/05/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MENDES
- Rue de la Grande Haie ZI 77130 Montereau-Fault-Yonne
- Code AIOT : 0006501889
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société MENDES, implantée en zone industrielle de Montereau-Fault-Yonne depuis 1994, est

spécialisée dans le conditionnement de dioxyde de soufre et dans la fabrication de bisulfite de potassium, produit utilisé principalement dans le domaine de l'industrie alimentaire (conservation de jus de fruits, de fruits confits, fabrication de bière, traitement des vins).

Le site comporte notamment les installations suivantes :

- un bâtiment de confinement dit blockhaus, abritant 2 cuves de stockage de dioxyde de soufre (SO₂), produit toxique, d'une capacité unitaire de 25 tonnes,
- un poste de conditionnement de SO₂ en bouteilles et en fûts à pression,
- une zone de stockage des bouteilles,
- un atelier de fabrication de bisulfite de potassium,
- un atelier de peinture des bouteilles.

Cet établissement est situé en zone industrielle. Les habitations les plus proches sont situées à 1 km au Nord Ouest du site.

Les activités de la société MENDES sont réglementées par l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2014 DRIEE UT77 011 du 31 janvier 2014. La seule activité relevant du régime de l'autorisation est l'emploi et le stockage de 100 t de dioxyde de soufre (SO₂), relevant de la rubrique 4130-3 A : « Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation ».

Cet établissement est soumis à l'arrêté du 26 mai 2014, étant donné que les quantités de dioxyde de soufre employées ou stockées sont supérieures à 50 tonnes. Il est dit " SEVESO seuil bas " au sens de l'arrêté ministériel susvisé.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suites de l'inspection du 06/09/2024	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.4.1	Demande d'action corrective	6 mois
3	Suites de l'inspection du 06/09/2024	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.2	Demande d'action corrective	6 mois
5	Suites de l'inspection du 06/09/2024	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.6.3, AP Mise en demeure du 21 novembre 2024, article 1	Demande d'action corrective	1 mois
8	Suites de l'inspection du 06/09/2024	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 8.1.8.2	Demande d'action corrective	6 mois
9	Suites de l'inspection du 06/09/2024	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.7.6	Demande d'action corrective	6 mois
13	Suites de l'inspection du 12/10/2023	AP Complémentaire du 01/02/2014, article 4.2.4	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Suites de	AP Complémentaire du	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	l'inspection du 06/09/2024	31/01/2014, article 7.4.4	
4	Suites de l'inspection du 12/10/2023	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.6.1	Sans objet
6	Suites de l'inspection du 06/09/2024	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.6.4	Sans objet
7	Suites de l'inspection du 06/09/2024	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.6.5	Sans objet
10	Suites de l'inspection du 06/09/2024	AP Complémentaire du 31/01/2014, article 2.5.1	Sans objet
11	Suites de l'inspection du 12/10/2023	AP Complémentaire du 01/02/2014, article 7.6.3	Sans objet
12	Suites de l'inspection du 12/10/2023	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Sans objet
14	Suites de l'inspection du 12/10/2023	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57	Sans objet
15	Suites de l'inspection du 12/10/2023	AP Complémentaire du 01/02/2014, article 4.3.9	Sans objet
16	Suites de l'inspection du 12/10/2023	AP Complémentaire du 01/02/2014, article 2.3.1	Sans objet
17	Suites de l'inspection du 12/10/2023	AP Complémentaire du 01/02/2014, article 7.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a entrepris des actions correctives concernant les dispositions figurant dans l'arrêté préfectoral de mise en demeure de 2024 et a globalement affiché une volonté d'amélioration. Des justificatifs supplémentaires sont néanmoins toujours attendus pour justifier du respect des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Ces justificatifs devront être transmis avant le 31/08/2025.

Les anciens constats sont clos ou sont en attente de la mise à jour de l'étude de danger (EDD) dont les conclusions permettront de répondre aux demandes de l'Inspection sur la prise en compte des risques dans l'installation et la mise à jour documentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suites de l'inspection du 06/09/2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation destinées à prévenir les accidents
Prescription contrôlée : Les opérations comportant des manipulations dangereuses, en raison de leur nature ou de leur proximité avec des installations dangereuses et la conduite des installations, dont le dysfonctionnement aurait par leur développement des conséquences dommageables pour le voisinage et l'environnement. (phases de démarrage et d'arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de procédures et instructions d'exploitation écrites et contrôlées. Sont notamment définis : la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité, le détail des vérifications à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après des travaux de modifications ou d'entretien de façon à vérifier que l'installation reste conforme aux dispositions du présent arrêté et que le procédé est maintenu dans les limites de sûreté définies par l'exploitant ou dans les modes opératoires. Les opérations de lancement de nouvelles fabrications, le démarrage de nouvelles unités, ainsi que toute opération délicate sur le plan de la sécurité, sont assurées en présence d'un encadrement approprié.
Constats : Non-conformité n°20240906-1 de l'inspection du 06/09/2024 : L'exploitant ne respecte pas les procédures ou ne définit pas les opérations à risque. Observation n°20240906-1 de l'inspection du 06/09/2024 : La procédure ne prévoit pas de contrôle de densité de la potasse en dehors du contrôle initial, qui ne fait par ailleurs pas l'objet d'un enregistrement. Observation n°20240906-2 de l'inspection du 06/09/2024 : Une mesure de protection devrait être intégrée afin de ne pas réaliser de dilution accidentelle après le premier contrôle. L'exploitant a modifié sa procédure d'exploitation afin d'empêcher le renouvellement de ce type d'accident. Désormais les dilutions ne seront plus réalisées dans les réservoirs de stockage qui réceptionnent les produits chimiques. Les dilutions devront passer par un réservoir tiers. La concentration des produits d'origine ne sera donc plus variable. Un contrôle de densité est désormais réalisé à la fin de la dilution dans le réservoir tiers. Le registre de contrôle mis en place a été présenté et n'appelle pas de remarque. De plus une mise à jour de l'EDD a été initiée. La version finale de cette mise à jour devrait être disponible vers le mois d'octobre prochain. Les conclusions de cette mise à jour seront intégrées dans le POI (Plan d'Opération Interne) de l'exploitant et dans les procédures le cas échéant. La non-conformité n°20240906-1 et les observations n°20240906-1 et n°20240906-2 de l'inspection du 06/09/2024 sont levées. Suite n°20250702-1 : L'exploitant transmettra ses procédures d'exploitation et son POI mis à jour à l'Inspection des Installations classées suite à la mise à jour de son étude de dangers.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Suites de l'inspection du 06/09/2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.4.4
Thème(s) : Risques accidentels, Formation du personnel
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance et assurer son maintien. Cette formation comporte notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques et opérations de fabrication mises en œuvre, - les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes, - des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité, - un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis à vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci, - une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.
<p>Constats :</p> <p>Observation n°20231012-5 de l'inspection du 12/10/2023 : <i>L'exploitant veillera à ce que la nouvelle personne embauchée soit formée à la conduite des installations et aux risques présentés par celles-ci.</i></p> <p>Non-conformité n°20240906-2 de l'inspection du 06/09/2024 : <i>L'exploitant ne s'assure pas de la connaissance et de l'aptitude au poste de son personnel d'exploitation.</i></p> <p>L'exploitant a présenté en séance l'attestation de formation aux risques chimiques d'avril 2024 de son opérateur. De plus des exercices POI ont été réalisés le 24/04/2024 avec les opérateurs et le 04/06/2025 en présence du SDIS.</p> <p>→ L'observation n°20231012-5 de l'inspection du 12/10/2023 et la non-conformité n°20240906-2 de l'inspection du 06/09/2024 sont levées.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Suites de l'inspection du 06/09/2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.2
Thème(s) : Risques accidentels, Analyse de risques

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'analyse de risques, au sens de l'article L. 181-25 du code de l'environnement, constitue une démarche d'identification, de maîtrise des risques réalisée sous la responsabilité de l'exploitant. Elle décrit les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels. Aucun scénario ne doit être ignoré ou exclu sans justification préalable explicite.</p> <p>Cette démarche d'analyse de risques vise principalement à qualifier ou à quantifier le niveau de maîtrise des risques, en évaluant les mesures de sécurité mises en place par l'exploitant, ainsi que les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à cette maîtrise. Elle porte sur l'ensemble des modes de fonctionnement envisageables pour les installations, y compris les phases transitoires, les interventions, les marches dégradées prévisibles, susceptibles d'affecter la sécurité, de manière proportionnée aux risques ou lorsque les dangers sont importants.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°20240906-3 de l'inspection du 06/09/2024 : <i>L'exploitant n'a pas décrit, dans son étude de dangers, tous les scénarios qui conduisent aux phénomènes dangereux et accidents potentiels.</i></p> <p>→ En conclusion de ce constat, l'exploitant devra mettre à jour de son étude de dangers.</p> <p>Non-conformité n°20240906-4 de l'inspection du 06/09/2024 : <i>L'exploitant n'a pas mis en place les dispositifs et dispositions d'exploitation, techniques, humains ou organisationnels, qui concourent à la maîtrise des risques. La définition de moyen d'alerte et de protection devra être réévaluée suite à l'ajout des scénarios dans l'étude de danger.</i></p> <p>Comme indiqué dans le constat précédent, l'exploitant a lancé, suite à l'incident de septembre 2024, une mise à jour de son EDD. Les documents et procédures qui en découlent seront mis à jour une fois l'EDD finalisée.</p> <p>→ Les non-conformités n°20240906-3 et n°20240906-4 sont maintenues dans l'attente de la transmission de l'étude de dangers mise à jour.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 4 : Suites de l'inspection du 12/10/2023

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.6.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>Les vérifications, les opérations d'entretien et de vidange des rétentions doivent être notées sur un registre spécial tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>

<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°20231012-2 de l'inspection du 12/10/2023 : L'exploitant ne dispose pas d'une consigne écrite précisant les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.</p> <p>Non-conformité n°20231012-3 de l'inspection du 12/10/2023 : L'exploitant ne dispose pas d'un registre sur lequel sont consignées les vérifications, opérations d'entretien et vidange des rétentions réalisées.</p> <p>Une ronde mensuelle concernant les cuves et rétentions a été mise en place dans le mode opératoire de l'exploitant et mettant en place un contrôle visuel. Le registre mis en place, associé à l'enregistrement de ces contrôles, a été consulté par l'inspection et n'appelle pas de remarque particulière.</p> <p>→ Les non-conformités n°20231012-2 et n°20231012-3 de l'inspection du 12/10/2023 sont levées.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 5 : Suites de l'inspection du 06/09/2024

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.6.3, AP Mise en demeure du 21 novembre 2024, article 1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 7.6.3 :</p> <p>(...) La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. (...) Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux pluviales, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. (...)</p> <p><u>Article premier de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° 2024/DRIEAT/UD77/163 du 21 novembre 2024 :</u></p> <p>Respect des dispositions</p> <p>La société MENDES, dont le siège est situé rue de la Grande Haie à Montereau-Fault-Yonne (77 130), pour son site sis rue de la Grande Haie à Montereau-Fault-Yonne, est mise en demeure, de respecter, dans un délai de six mois, à compter de la notification du présent arrêté, l'article 7.6.3 de l'arrêté préfectoral n° 2014/DRIEE/UT/011 du 31 janvier 2014 en s'assurant de l'étanchéité de ses rétentions.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation n°20231012-1 de l'inspection du 12/10/2023 : L'Inspection émet des doutes quant à</p>

l'étanchéité effective des rétentions des cuves de bisulfite de potasse. À ce titre, l'exploitant effectuera une remise en état de ces rétentions et démontrera qu'elles sont bien étanches.

Non-conformité n°20240906-5 de l'inspection du 06/09/2024 : *La rétention n'est pas étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure en l'absence d'action concrète de l'exploitant.*

L'exploitant a fait procéder à une réparation des fissures des rétentions de bisulfite de potasse. De plus afin de supprimer le risque de fuite de la vanne de purge, celle-ci a été retirée et le trou résultant colmaté.

Les autres rétentions ne présentaient pas de défaut apparent.

Bien que les travaux aient été réalisés sur les rétentions de bisulfites de potasse, l'étanchéité effective reste à démontrer. Post-inspection l'exploitant a proposé de réaliser un test hydraulique permettant de garantir cette étanchéité.

En raison de la fermeture estivale du site, les résultats de ce test ne pourront être apportés que fin août. Les travaux de remise en état étant déjà réalisés et constatés, un délai est donc accordé à l'exploitant pour lui permettre d'apporter les derniers justificatifs nécessaires à la levée de l'observation et de la non-conformité et permettant de s'assurer du respect de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Une ronde mensuelle de contrôle visuel des cuves et rétentions a été mise en place. Le registre mis en place, associé à l'enregistrement de ces contrôles, a été consulté par l'inspection et n'appelle pas de remarque particulière.

→ L'observation n°20231012-1 et la non-conformité n°20240906-5 de l'inspection du 06/09/2024 ne sont pas levées dans l'attente des résultats des tests d'étanchéité à transmettre à l'Inspection avant le 31 août 2025.

Type de suites proposées : Avec suite

Proposition de suites : Action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Suites de l'inspection du 06/09/2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.6.4

Thème(s) : Risques accidentels, Réservoirs

Prescription contrôlée :

L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) à la rétention doit pouvoir être contrôlée à tout moment. A ce titre l'exploitant procède périodiquement à l'examen extérieur des parois latérales et éventuellement, du fond des réservoirs et des supports. Les résultats sont portés sur un registre. L'exploitant établit une procédure permettant le colmatage d'une fuite sur un réservoir dans des conditions optimales de sécurité pour les intervenants. Cette procédure est connue des personnes susceptibles d'intervenir en cas d'accident ou incident et tenue à leur disposition, à celle des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Les matériaux utilisés doivent être adaptés aux produits utilisés de manière, en particulier, à éviter toute réaction parasite dangereuse. Les canalisations doivent être installées à l'abri des chocs et

<p>donner toutes garanties de résistance aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques. Il est en particulier interdit d'intercaler des tuyauteries flexibles entre le réservoir et les robinets ou clapets d'arrêt, isolant ce réservoir des appareils d'utilisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°20240906-6 de l'inspection du 06/09/2024 : Les réservoirs placés sur rétention présentent des fuites sur les raccords et l'exploitant ne s'assure pas de leur réparation.</p> <p>Observation n°20240906-3 de l'inspection du 06/09/2024 : L'exploitant transmettra le registre de contrôle périodique permettant de s'assurer de l'étanchéité des réservoirs.</p> <p>L'exploitant a fait remplacer les joints afin de résorber les fuites des réservoirs. Il dispose également désormais d'un stock stratégique de joints en cas de fuite future. Les contrôles visuels permettant de s'assurer de l'absence de fuites au niveau des réservoirs ont été réalisés et le registre de contrôle mis en place a été consulté par l'inspection et n'appelle pas de remarque particulière.</p> <p>→ La non-conformité n°20240906-6 de l'inspection du 06/09/2024 et l'observation n°20240906-3 de l'inspection du 06/09/2024 sont levées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Suites de l'inspection du 06/09/2024

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.6.5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Règles de gestion des stockages en rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement, n'est autorisé sous le niveau du sol que dans des réservoirs installés en fosse maçonnée ou assimilés, et pour les liquides inflammables dans le respect des dispositions du présent arrêté. L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté. Les bouteilles et conteneurs contenant du dioxyde de soufre sont stockés à l'intérieur du bâtiment. En cas de risque d'inondation, ce stockage est mis en sécurité. L'exploitant définit par consigne la marche à suivre en cas de risque d'inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°20240906-7 de l'inspection du 06/09/2024 : L'exploitant ne veille pas à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence.</p> <p>Le jour de l'inspection, les rétentions étaient quasiment vides de liquide. Une ronde mensuelle est désormais mise en place pour contrôler l'intégrité et le remplissage de ces dernières auquel cas une vidange serait nécessaire avec report des résultats des contrôles sur un registre.</p> <p>Lors de la visite l'exploitant envisageait également d'ajouter un marquage de niveau maximum de</p>

remplissage avant vidange.

→ La non-conformité n°20240906-7 de l'inspection du 06/09/2024 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Suites de l'inspection du 06/09/2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 8.1.8.2

Thème(s) : Risques accidentels, Neutralisation des gaz

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose en permanence, d'une réserve de 62 m³ de solution de neutralisation. La conception et le dimensionnement de l'installation de neutralisation sont prévus pour faire face aux conditions les plus sévères résultant de l'étude des dangers. La concentration en dioxyde de soufre, en sortie de l'installation de neutralisation, ne doit pas dépasser 300mg/Nm³. L'installation est capable de traiter complètement les fuites du plus gros débit massique susceptible d'être générées par des ruptures de piquage ou de canalisation, même en cas de non-fonctionnement des organes de sectionnement dont ils sont pourvus. L'exploitant veille à conserver des teneurs en produit neutralisant élevées pour permettre de maintenir une vitesse d'absorption suffisante et éviter tout dégagement de dioxyde de soufre non neutralisé. Le taux de carbonatation du produit neutralisant fait l'objet d'un suivi écrit précisant la nature et la périodicité des mesures. Les capacités d'absorption de la solution de neutralisation sont contrôlées par des mesures régulières du potentiel redox ou du pH, ou par titration. Les réserves de neutralisant ainsi que le stockage permettant de recevoir le produit de réaction entre le dioxyde de soufre et le neutralisant sont munis d'une cuvette de rétention d'une capacité au moins égale à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100% de la capacité de plus grand réservoir ;
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

L'exploitant doit assurer l'élimination du sous-produit formé. Les résultats de ces mesures sont consignés dans un registre tenu à disposition de l'inspection des installations classées. L'installation de traitement est conçue, exploitée et entretenue de manière à être disponible à tout instant, de manière à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents. Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. L'alimentation électrique des installations d'extraction et de neutralisation est secourue de façon à permettre en toute circonstance le fonctionnement des équipements de sécurité. Un détecteur de dioxyde de soufre est situé sur la cheminée d'évacuation des vapeurs traitées afin de déceler tout dysfonctionnement du dispositif de neutralisation.

Constats :

Non-conformité n°20240906-8 de l'inspection du 06/09/2024 : L'exploitant ne dispose pas en permanence, d'une réserve de 62 m³ de solution de neutralisation.

Non-conformité n°20240906-9 de l'inspection du 06/09/2024 : L'exploitant ne respecte pas les concentrations prévues de son produit inertant.

L'exploitant disposait, le jour de l'inspection, d'un stock important de solution de neutralisation à

<p>50% de potasse (53 m³) permettant d'obtenir un volume encore plus important de solution diluée à 25 ou 20 % de potasse. Le produit neutralisant sera désormais conservé à cette concentration (50 %) d'après l'exploitant. Il conviendra de mettre à jour les procédures suite à ce choix de fonctionnement.</p> <p>L'exploitant a également mis en place un indicateur visuel de niveau de son produit afin de déclencher les commandes en cas de niveau bas.</p> <p>Les non-conformités n°20240906-8 et n°20240906-9 de l'inspection du 06/09/2024 sont remplacées par :</p> <p>Suite n°20250702-2 : L'exploitant veillera à mettre à jour sa procédure d'exploitation suite à la mise à jour de son étude de dangers afin que celle-ci précise le volume minimum de produit de neutralisation qu'il convient de disposer sur site, ainsi que la concentration qui a été retenue pour cette solution.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Suites de l'inspection du 06/09/2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 7.7.6
Thème(s) : Risques accidentels, Etude de danger
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes. L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation n°20240906-4 de l'inspection du 06/09/2024 : <i>L'exploitant devra intégrer le scénario de l'accident du 05/09/2024 dans son plan d'opération interne.</i></p> <p>Comme indiqué dans les constats précédents, la mise à jour de l'EDD sera suivi de la mise à jour des documents en découlant et notamment du plan d'opération interne. L'exploitant devra veiller à y intégrer ce scénario.</p> <p>→ L'observation n°20240906-4 de l'inspection du 06/09/2024 est maintenue.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 10 : Suites de l'inspection du 06/09/2024

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 31/01/2014, article 2.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration et rapport
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.
Constats : <i>Non-conformité n°20240906-10 de l'inspection du 06/09/2024 : L'exploitant n'a pas déclaré, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées l'accident survenu, le 05/09/2024, du fait du fonctionnement de son installation qui est de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.</i> Le POI sera modifié suite à l'actualisation de l'EDD mais la dernière mise à jour du POI de 2025 intègre dore et déjà le numéro de téléphone à jour de la DRIEAT et le rôle du DOI (Directeur d'Opération Interne) qui est responsable de la transmission de l'information. → La non-conformité n°20240906-10 de l'inspection du 06/09/2024 est levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Suites de l'inspection du 12/10/2023

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/02/2014, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none">- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,- 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none">- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

<p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence. Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel. La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.</p> <p>Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.</p> <p>Les déchets et résidus produits considérés comme des substances ou préparations dangereuses sont stockés, avant leur revalorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux pluviales, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets spéciaux considérés comme des substances ou préparations dangereuses, sont réalisés sur des cuvettes de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux pluviales.</p>
<p>Constats :</p> <p><i>Non-conformité n°20231012-1 de l'inspection du 12/10/2023 : Les bouteilles de bisulfite de potasse présentes au sein du bâtiment de stockage, la nourrice reliée au groupe électrogène ainsi que les bidons attenants contenant du FOD ne sont pas stockés sur rétention.</i></p> <p>Contrairement à ce que l'exploitant avait annoncé lors de l'inspection de 2023, le site est sur rétention, les bouteilles de bisulfite de potasse sont donc sur rétention.</p> <p>L'exploitant a mis en place une rétention spécifique pour les petits bidons de bisulfite de potasse ainsi qu'à proximité du groupe électrogène pour son carburant.</p> <p>→ La non-conformité n°20231012-1 de l'inspection du 12/10/2023 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Suites de l'inspection du 12/10/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
Thème(s) : Risques accidentels, Disposition en cas d'incident ou d'accident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation. Il met en place les dispositions nécessaires pour détecter et corriger les écarts éventuels.</p>
Constats :

Observation n°20231012-2 de l'inspection du 12/10/2023 : L'exploitant corrigera ses contacts en cas d'urgence répertoriés dans son POI et veillera à la mise à jour régulière de cette liste. Il communiquera son POI à jour à l'Inspection.

Observation n°20231012-3 de l'inspection du 12/10/2023 : L'exploitant transmettra à l'inspection les conclusions de l'audit sur les bouteilles en zone limitrophe du site. Il conviendra en attendant de placer les bouteilles sur des racks ou tout autre support stable.

Observation n°20231012-4 de l'inspection du 12/10/2023 : L'exploitant veillera à rendre la manche à air pleinement fonctionnelle.

L'exploitant a corrigé les contacts de son POI dans sa version 2025 et doit refaire une mise à jour en fin d'année de ce POI. Le POI a été transmis post-inspection.

L'audit sur le voisinage du site prenant en compte des bouteilles situées en zone limitrophe du site a été transmis en séance et celui-ci conclut sur l'absence d'effet domino des sites voisins sur le site de l'exploitant.

Les bouteilles stockées en extérieur ont toutes été mises sur des racks et supports.

Enfin la manche à air a été remise en état.

→ Les observations n°20231012-2, n°20231012-3 et n°20231012-4 de l'inspection du 12/10/2023 sont levées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Suites de l'inspection du 12/10/2023

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/02/2014, article 4.2.4

Thème(s) : Risques accidentels, Protection des réseaux internes à l'établissement

Prescription contrôlée :

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Isolement avec les milieux.

Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Constats :

Non-conformité n°20231012-4 de l'inspection du 12/10/2023 : La vanne de sectionnement permettant l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur n'est pas clairement indiquée. L'établissement ne dispose pas d'une consigne permettant la mise en fonctionnement de cette vanne.

Un panneau a été ajouté afin d'identifier l'emplacement de la vanne d'isolement des eaux du site. Le sens de manœuvre de la vanne permettant sa fermeture n'est cependant pas indiqué.

→ La non-conformité n°20231012-4 de l'inspection du 12/10/2023 est levée.

Suite n°20250702-3 : L'exploitant indiquera le sens de fermeture de la vanne d'isolement de son site à proximité de celle-ci et précisera clairement la nécessité de sectionnement de ses réseaux d'eaux dans son POI.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Suites de l'inspection du 12/10/2023

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 57
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance de l'installation.
Prescription contrôlée : L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, de personnes désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés, fabriqués ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident.
Constats : <p>Non-conformité n°20231012-5 de l'inspection du 12/10/2023 : <i>L'exploitant n'a pas désigné formellement une personne pour prendre en main la conduite des opérations en cas d'urgence. => Les personnes nommées devront être formées, exercées et en mesure de réagir en cas de situation d'urgence.</i></p> <p>La dernière version du POI de 2025 nomme expressément l'assistante de direction comme DOI. Cette dernière a une bonne connaissance du POI et du site.</p> <p>→ La non-conformité n°20231012-5 de l'inspection du 12/10/2023 est levée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Suites de l'inspection du 12/10/2023

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/02/2014, article 4.3.9
Thème(s) : Risques accidentels, Eaux pluviales
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales polluées et collectées dans les installations sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués. Les eaux pluviales respectent, avant évacuation vers le réseau, les caractéristiques suivantes : Paramètre Valeur limite de rejet Méthode de mesure pH 6,5 à 8,5 NF T 90-008 MES < 50 mg/l NF T 90-105 DCO < 80 mg/l NF T 90-101 DBO5 < 20 mg/l NF T 90-103 Hydrocarbures < 10 mg/l NF T 90-114 Métaux lourds < 5 mg/l NF T 90-027

<p>Constats :</p> <p>Observation n°20231012-6 de l'inspection du 12/10/2023 : <i>L'exploitant devra justifier auprès de l'Inspection du respect des valeurs limites de rejets de ses eaux pluviales de voiries. À ce titre il fera réaliser des contrôles des paramètres de rejets et transmettra à l'Inspection les rapports associés.</i></p> <p>L'exploitant a réalisé un contrôle de ses eaux pluviales de voiries pour l'ensemble des substances prévues dans son arrêté préfectoral. Le rapport date du 27/05/2025. Les valeurs mesurées étaient toutes conformes aux valeurs limites prescrites par l'arrêté préfectoral complémentaire du 01/02/2014.</p> <p>→ L'observation n°20231012-6 de l'inspection du 12/10/2023 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 16 : Suites de l'inspection du 12/10/2023

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/02/2014, article 2.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p>
<p>Constats :</p> <p>Non-conformité n°20231012-6 de l'inspection du 12/10/2023 : <i>L'ensemble des installations n'est pas maintenu propre et entretenu en permanence.</i></p> <p>La zone de chargement a été nettoyée, les caniveaux d'évacuation des eaux pluviales ne sont plus obstrués.</p> <p>→ La non-conformité n°20231012-6 de l'inspection du 12/10/2023 est levée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Suites de l'inspection du 12/10/2023

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 01/02/2014, article 7.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Infrastructures et installations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute personne étrangère à l'établissement ne doit pas avoir libre accès aux installations. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Observation n°20231012-7 de l'inspection du 12/10/2023 : <i>L'exploitant veillera à tenir à jour le registre des entrées et sorties des personnes extérieures à l'établissement.</i></p>

Le registre 2025 a été consulté et rempli par l'inspection lors de sa visite. Il est régulièrement rempli et plusieurs occurrences mensuelles ont été constatées.

→ L'observation n°20231012-7 de l'inspection du 12/10/2023 est levée.

Type de suites proposées : Sans suite